



## **PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE**

**PREFECTURE  
DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE**

MARSEILLE, le

8 JUIN 2011

**BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Dossier suivi par : Mme MARTINS

☎ 04.91.15.64.67

n° 167-2011 PC

### **ARRETE COMPLEMENTAIRE relatif au plan de gestion et à la réhabilitation du site de CABOT France situé sur le territoire des communes de BERRE L'ETANG et ROGNAC**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR  
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles R.512-31 et R.512-39-3,

Vu la circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles,

Vu le plan de gestion et de réhabilitation présenté le 20 décembre 2010 par la Société CABOT France suite à la cessation des activités du site situé sur le territoire des communes de BERRE L'ETANG et ROGNAC,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 18 avril 2011,

Vu l'avis du Sous-Préfet d'ISTRES du 18 mai 2011,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques du 26 mai 2011

Considérant qu'il convient d'imposer des prescriptions complémentaires en vue de fixer les travaux et mesures de surveillance nécessaires,

Considérant qu'en vertu de l'article R.512-31 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspecteur des installations classées, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, afin de fixer des

prescriptions additionnelles pour protéger les intérêts visés par l'article L.511-1 du Code de l'Environnement,

Considérant qu'en vertu de l'article L.220-1 du code de l'environnement, il appartient à l'Etat, aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics ainsi qu'aux personnes privées, de concourir à une action d'intérêt général consistant à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques et à préserver la qualité de l'air,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE,

## A R R E T E

### ARTICLE 1er

La Société CABOT France, dont le siège social est à AIX-en-PROVENCE (13856) – Europarc Pichaury Bât. B5, doit respecter, pour son établissement situé sur le territoire des communes de BERRE l'ETANG et ROGNAC, les prescriptions du présent arrêté qui fixe les mesures de réhabilitation du site industriel et de gestion des sources de pollution en lien avec son activité historique.

### ARTICLE 2

**2-1/** L'exploitant procède aux travaux de réhabilitation suivants, décrits dans le document « Plan de gestion » référencé AIX-RAP-10-02723D et daté du 15 décembre 2010 précisant l'inventaire des sources historiques de pollution et le plan de gestion associé :

- Excavation par pelle mécanique des sols impactés par des résidus de matière première à base d'hydrocarbures aromatiques lourds (TAR) dans la zone des bacs journaliers et à la périphérie ouest de la zone des bacs principaux.
- Excavation par pelle mécanique des sols impactés par des hydrocarbures dans la zone de l'ancienne cuve à fuel enterrée à la limite sud du site et les sols suspectés impactés au droit des tuyauteries dans la zone de la fuite de gasoil craqué à la limite nord du site.
- Excavation manuelle des sols impactés par du TAR/Nocylène dans la zone entre le mur de soutènement et le mur nord à la limite nord du site.

La délimitation des zones d'excavation (superficie et profondeur) est établie par l'exploitant en se basant sur les résultats des investigations présentés dans le plan de gestion. Ces zones sont répertoriées sur un plan du site.

L'exploitant limite autant que possible les excavations à la zone non saturée (hors nappe phréatique).

En fin d'excavation, l'exploitant s'assure par des mesures par échantillonnage sur les parois et en fond de fouille lorsque celui-ci n'est pas en zone saturée, que les concentrations en HCT des terrains laissés en place restent compatibles avec l'usage futur du site envisagé et en tout état de cause inférieures à 5 000 mg/kg de matière sèche.

Les sols excavés lors des travaux de réhabilitation seront éliminés dans des centres agréés en adéquation avec leur qualité chimique et conformément à la réglementation en vigueur.

Un constat de récolement partiel sera réalisé à la fin de ces travaux par l'inspection des installations classées, sur demande de l'exploitant qui produira un rapport de fin de travaux indiquant pour chaque zone excavée les volumes et la destination des terres polluées, la concentration résiduelle en HCT dans le sol.

2-2/ L'exploitant dispose d'un délai de 2,5 ans maximum à compter de la date de notification du présent arrêté, pour démanteler et démolir les infrastructures industrielles sur ce site. Les matériaux récupérés seront valorisés ou éliminés comme déchets selon les filières autorisées.

Un bilan quantitatif et qualitatif de ces matériaux sera établi par l'exploitant et transmis au Préfet à la fin des travaux.

Un constat de récolement définitif sera établi par l'inspection des installations classées à la fin de ces travaux.

### **ARTICLE 3**

L'exploitant procède au démantèlement des piézomètres CP3c et CP5 à CP9 ; le démantèlement comprend le remblaiement des piézomètres par injection de coulis sous pression, l'enlèvement des bouches de piézomètres et la réparation des revêtements lorsqu'ils sont présents.

Le suivi piézométrique de cette zone est défini par l'arrêté préfectoral du 4 mars 2010 à la charge de la Compagnie Pétrochimique de Berre.

### **ARTICLE 4**

Les prescriptions suivantes sont applicables pendant la durée des travaux de réhabilitation :

- l'exploitant met en place des procédures d'hygiène et de sécurité spécifiques à ces travaux,
- l'exploitant peut créer des zones de stockages temporaires pour les matériaux excavés pollués, mais prend les mesures nécessaires pour éviter la migration des terres contaminées vers le sol, les eaux souterraines et de surface, ainsi que l'envol de poussières,
- dans la zone de la fuite de gasoil craqué, les excavations sont talutées avec une distance de sécurité de 1 mètre par rapport au mur de soutènement afin d'assurer sa stabilité,
- les zones d'excavation dans la zone des bacs de stockage journaliers sont clairement identifiées par maillage de 10 mètres x 10 mètres afin de tracer l'origine des matériaux excavés,
- le tri des matériaux excavés est réalisé sur la base d'observations visuelles et/ou organoleptiques et/ou par mesures à l'aide de détecteur à photo-ionisation selon leur nature,
- l'exploitant confirme par analyse préalable que les matériaux excavés réutilisés comme remblai sur le site sont propres ; un échantillon de sol par 200 m<sup>3</sup> est analysé ; les analyses portent sur les HCT, HAP et hydrocarbures aromatiques volatils (BTEX),
- l'élimination hors site des matériaux contaminés fait l'objet d'une traçabilité à l'aide de bordereaux de suivi des déchets. Les matériaux contaminés seront bâchés au cours de leur transport,
- le remblaiement des excavations dans la zone de déversement du TAR/Nocylène, dans la zone de l'ancienne cuve de fuel enterrée et dans la zone de la fuite de gasoil craqué est effectué soit à l'aide des matériaux issus des travaux d'excavation compatibles avec l'usage futur du site soit à l'aide de matériaux sains d'apport extérieur au site,
- le remblaiement des excavations dans la zone des bacs journaliers s'effectue si des résurgences d'eau contaminée sont présentes ; le remblaiement est alors réalisé de manière à ne pas favoriser la présence d'eau contaminée en fond de fouille à l'issue des travaux,
- les matériaux remblayés sont compactés jusqu'à un module de déformation compris entre 30 et 50 Mpa mesuré au moyen d'essais à la plaque,
- les voies et point d'accès utilisés pour le transport des matériaux contaminés sont maintenus propres et libres de toute boue. A cet effet, les roues des véhicules quittant le site sont nettoyées,
- les matériaux excavés sont couverts afin de limiter les émissions des composés organiques et les odeurs,
- un suivi de la qualité de l'air ambiant est réalisé au cours des travaux d'excavation à l'aide d'un détecteur à photo-ionisation (PID),
- les niveaux sonores respectent les réglementations en vigueur,

- à l'issue des travaux, les voies d'accès du site sont nettoyées.

## **ARTICLE 5**

L'exploitant informe le Préfet des Bouches-du-Rhône de la fin des travaux de réhabilitation et lui adresse un rapport de fin de travaux.

Ce rapport reprend, à minima, les points suivants :

- la description des travaux réalisés avec un plan et les photographies nécessaires en cours de travaux,
- les quantités de matériaux éliminés,
- la localisation des centres d'élimination utilisés et les quantités respectives de matériaux expédiés,
- une évaluation de la contamination résiduelle présente dans le sous sol, basée sur des analyses d'hydrocarbures (HTC et différentes coupes) sur les parois et en fond de fouille avant remblaiement,
- une analyse des risques résiduels basée sur les résultats d'analyses ci-dessus ; cette analyse démontre que le quotient de danger est inférieur à 1 et l'excès de risque individuel est inférieur à  $10^{-5}$ .

## **ARTICLE 6**

Compte tenu de la contamination historique des eaux souterraines en provenance du site pétrochimique exploité par la Compagnie Pétrochimique de Berre, l'exploitant :

- limite autant que possible les excavations à la zone non saturée,
- prend les mesures ci-après, si des résurgences d'eaux souterraines sont rencontrées au cours des excavations pour sécuriser la zone et prévenir la dispersion des eaux souterraines contaminées, avant remblaiement de l'excavation :
  - suivi de la qualité de l'air,
  - protection individuelle des intervenants,
  - colmatage provisoire des fissures par des « big-bags » remplis de sable,
  - traitement de l'eau avant rejet dans le milieu naturel si des pompages doivent être effectués afin de respecter une concentration avant rejet de 5 mg/l d'hydrocarbures totaux.

## **ARTICLE 7**

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 Livre V Titre 1<sup>er</sup> Chapitre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement rend nécessaire ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

## **ARTICLE 8**

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions de l'article L.514-1 - Livre V - Titre 1<sup>er</sup> - Chapitre IV du Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 9**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

**ARTICLE 10**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

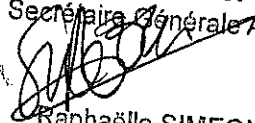
**ARTICLE 11**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des BOUCHES-du-RHONE,
- Le Sous-Préfet d'ISTRES,
- Le Maire de BERRE l'ETANG,
- Le Maire de ROGNAC,
- Le Directeur Départemental de la Protection des Populations – pôle coordination de la prévention et de la planification des risques,
- Le Directeur de la Sécurité et du Cabinet de la Préfecture,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi – Unité Territoriale,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (service Urbanisme)
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer (service Environnement),
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé PACA,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

et toutes autorités de Police et de Gendarmerie

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un avis sera publié et un extrait affiché conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du Code de l'Environnement.

MARSEILLE, le 8 JUIN 2011,

Pour le Préfet  
la Secrétaire Générale Adjointe  
  
Raphaëlle SIMEONI